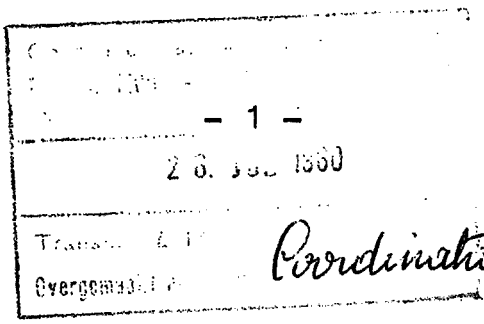
ADV. - 1 - L. 7145/1.



ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 mai 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les obligations convertibles en actions ou avec droit de souscription, modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935", a donné le 15 juin 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e mei 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de obligaties die in aandelen kunnen worden omgezet of de obligaties met voorkeurrecht, tot wijziging van de bij koninklijk besluit van 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen", heeft de 15e juni 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but d'insérer dans la section IV, relative aux sociétés anonymes, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, un paragraphe concernant les obligations convertibles en actions et les obligations avec droit de souscription.

Le Gouvernement entend soumettre les émissions de ces deux types d'obligations à des dispositions impératives, en vue d'éviter les abus auxquels ces émissions pourraient donner lieu. Ces abus pourraient atteindre, soit les souscripteurs, soit les actionnaires de la société émettrice. C'est à cette fin que le projet prévoit des garanties destinées à protéger les uns comme les autres.

Les garanties que le projet accorde peuvent être résumées comme suit :

A. En ce qui concerne les actionnaires :

1° droit d'information le plus large sous la surveillance de la Commission bancaire;

2° recours en annulation de la décision de l'assemblée générale devant la Cour d'appel, qui se prononce tant sur la régularité que sur l'opportunité de l'opération projetée;

3° droit de préférence à la souscription.

.../...

B. En ce qui concerne les porteurs d'obligations convertibles ou avec droit de souscription :

1° information complète des conditions de l'émission;

2° interdiction à la société d'effectuer des opérations qui pourraient avoir pour effet de modifier les avantages attribués aux obligataires;

3° possibilité de conversion ou d'exercice du droit de souscription, lorsque le capital social est augmenté par des apports en nature ou en numéraire avant la période fixée par les conditions d'émission;

4° interdiction à la société de procéder à un remboursement anticipé ayant pour effet d'anéantir le droit de conversion.

Les sociétés émettrices ont, jusqu'à présent, généralement eu soin de prévoir ces garanties à l'occasion de l'émission d'obligations convertibles ou avec droit de souscription. Le projet ne fait donc que consacret, par voie législative, une pratique qui semble être entrée dans nos moeurs.

\+

\+ \+

Notre législation relative aux sociétés anonymes comporte une disposition qui pourrait être de nature à entraver le développement des emprunts convertibles. Cette disposition est l'article 47 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Selon cet article, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces actions, ne sont négociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création. Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par acte public ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité .

Selon certains auteurs, cette disposition s'appliquerait aux actions nées de la conversion d'obligations convertibles (Van Rijn, Principes de droit commercial, II, n° 1356) (1). S'il en était ainsi, ces actions ne seraient pas susceptibles d'être accueillies à la cote officielle d'une bourse du Royaume avant l'expiration du délai prévu à l'article 47. Il en résulterait pour les porteurs de ces actions , l'inconvénient de ne plus disposer , après la conversion, de titres aussi facilement négociables.

Dans son rapport pour l'année 1955-1956 la Commission bancaire signale que cet inconvénient a pu être évité dans certains cas, les principaux actionnaires de la société émettrice des obligations ayant offert aux porteurs de ces dernières, d'échanger leurs titres

.../...

---

(1) Le problème ne se pose pas pour les obligations assorties d'un droit de souscription, puisque la souscription doit avoir lieu en espèces.

contre des actions anciennes déjà cotées. Pareille solution n'étant pas toujours possible, la Commission bancaire a informé le Gouvernement qu'il lui paraissait recommandable d'amender la législation pour donner aux obligations convertibles un statut répondant à leur nature.

Le Gouvernement n'a pas encore donné suite à cette suggestion. En effet, le projet ne comporte aucune disposition qui déroge à l'article 47 des lois coordonnées en faveur des obligations convertibles en actions.

+

\+ +

L'article 101, B, qui organise la procédure à suivre pour l'émission des obligations convertibles ou avec droit de souscription, institue un contrôle de la Commission bancaire. Il dispose "qu'aucune mention de l'intervention de la Commission bancaire ne peut être faite sous quelque forme que ce soit dans la publicité ou les documents relatifs aux opérations dont il est question ci-dessus".

Selon l'article 3 du projet, toute infraction à cette disposition est punissable des peines prévues par l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

.../...

Telle qu'elle est rédigée,la disposition précitée ne s'applique pas seulement aux avis favorables, maus aussi aux avis défavorables et aux mesures de suspension que la Commission bancaire est habilitée à prendre.

L'interdiction de publicté se conçoit lorsque la Commission bancaire n'a pas d'observations à formuler au sujet des formalités préalables à l'émission d'obligations convertibles ou avec droit de souscription projetée par une société. En effet, dans ce cas la mention de l'intervention de la Commission bancaire dans la publicité ou dans les documents relatifs à l'émission, pourrait accréditer l'opinion chez les actionnaires et dans le public que l'émission aura lieu sous la garantie de la Commission bancaire.

Au contraire, lorsque la Commission bancaire a donné un avis défavorable ou a suspendu l'opération projetée, l'interdiction prévue par le projet ne se justifie plus. Il peut être nécessaire d'informer les actionnaires et les souscripteurs éventuels de l'attitude prise par la commission,ne fût-ce que pour justifier l'abandon du projet.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer la disposition qui fait l'objet du dernier alinéa du § 1er de l'article 101,B, et de remplacer,à l'article 3 du projet, la disposition destinée à devenir le 9° de l'article 204 des lois coordonnées par le texte suivant :

.../...

"9° ceux qui font mention de l'intervention de la Commission bancaire prévue à l'article 101, B, § 1er (ou 101ter, § 1er, selon le numérotage proposé plus loin), en vue de provoquer des souscriptions d'obligations convertibles ou avec droit de souscription".

\+

\+ +

Selon l'article 101, B, § 2, les porteurs d'actions groupant un vingtième des voix attachées à l'ensemble des titres existants peuvent demander l'annulation de la décision de l'assemblée générale adoptant l'émission d'obligations convertibles ou avec droit de souscription. Cette demande d'annulation doit être portée devant la Cour d'appel. Le projet dispose qu'elle a un effet suspensif.

En attachant à l'assignation devant la Cour d'appel un caractère suspensif, les auteurs du projet entendent éviter les graves difficultés qui pourraient résulter d'un arrêt d'annulation, au cas où le conseil d'administration, exécutant la décision de l'assemblée générale, aurait procédé à l'émission (nonobstant l'existence d'une demande en annulation).

Le but ainsi poursuivi par le projet ne sera toutefois que partiellement atteint. En effet, le projet ne prévoit pas qu'il sera sursis à l'émission pendant le délai de deux mois au cours duquel la demande en annulation peut être introduite devant la Cour d'appel. Or, le cas où la demande d'annulation ne sera introduite que vers la fin du délai ne peut être écarté. Si le conseil

d'administration a fait diligence pour exécuter la décision de l'assemblée générale, il est possible que l'émission soit, à ce moment, entièrement terminée.

Pour éviter cet inconvénient, il conviendrait de réduire à quinze jours par exemple, le délai dans lequel le recours en annulation doit être exercé, et d'insérer à la fin de l'article 101,B, § 1er, un alinéa conçu comme suit : "La décision de l'assemblée générale ne pourra être exécutée que quinze jours après la date où elle a été prise".

Au surplus, l'arrêt de la Cour d'appel pouvant faire l'objet d'un pourvoi en cassation et ce pourvoi n'ayant pas d'effet suspensif, les difficultés que le projet tend à éviter se manifesteraient si, après cassation, la juridiction de renvoi prononçait l'annulation. Enfin, l'arrêt de la Cour d'appel pourrait également être remis en cause à la suite d'une requête civile ou d'une tierce-opposition.

Pour remédier à cet état de choses, il y aurait lieu de supprimer la possibilité du pourvoi en cassation, ainsi que celle de la requête civile et de la tierce-opposition.

La suppression de ces voies de recours extraordinaires ne pourrait être considérée comme contraire aux principes de notre législation, puisque la mission que le projet confie à la Cour d'appel relève plutôt du domaine du pouvoir de tutelle que de celui d'un véritable pouvoir juridictionnel.

.../...

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de rédiger le dernier alinéa de l'article 101,B, § 2, comme suit :

"La Cour statue après avoir entendu le ministère public. Sa décision n'est susceptible ni de pourvoi en cassation, ni de requête civile, ni de tierce-opposition".

\+

\+ +

A l'article 101,B, § 2, il est fait référence au titre 2 du livre II du Code de procédure civile. Bien que l'intention du Gouvernement soit exempte d'ambiguïté, il importe de rappeler que le Code de procédure civile est divisé en deux parties, dont chacune contient un livre II divisé en plusieurs titres.

Afin d'obtenir une plus grande précision, il serait souhaitable de faire la référence en ces termes : "dans les formes et délais prévus par le Code de procédure civile pour les assignations devant les tribunaux de première instance".

\+

\+ +

L'article 101,C,appelle deux observations de forme.

.../...

Pour éviter toute équivoque, il y aurait lieu d'écrire à l'alinéa 1er après le premier point-virgule : "ce droit de préférence est négociable pendant toute la durée de la souscription ... ".

Le troisième alinéa serait mieux rédigé comme suit : "Si l'intérêt social l'exige, l'assemblée générale appelée à délibérer sur l'émission peut limiter ou supprimer le droit de préférence prévu par le présent article".

\+

\+ +

Selon l'article 101, D ,la société émettrice ne peut jusqu'à la fin de la période de conversion ou de l'exercice du droit de souscription, effectuer aucune opération dont l'effet serait de réduire les avantages attribués aux obligataires ou aux titulaires de droits, sauf dans le cas prévu à l'article 101, E, et dans ceux prévus dans les conditions d'émission.

Les obligataires n'étant représentés par aucun mandataire commun chargé d'agir en leur nom et de veiller à leurs droits, la sanction de cette disposition paraît difficile à mettre en oeuvre.

\+

\+ +

L'article 101, E, prévoit le cas où l'assemblée générale décide de recourir à l'augmentation de capital avant que la période pendant laquelle les obligataires

peuvent demander la conversion ou exercer le droit de souscription, n'ait commencé. L'alinéa 1er dispose que pour prendre pareille décision, l'assemblée générale doit être convoquée et doit délibérer de la manière prévue par l'article 101,B, § 1er.

L'article 101,B,§ 1er, détermine les formalités qu'il y a lieu d'observer lorsque l'assemblée générale est appelée à se prononcer sur l'émission de titres convertibles ou avec droit de souscription . En son alinéa 3, il prévoit le contrôle de la Commission bancaire avec droit pour celle-ci de suspendre, pendant trois mois au plus, l'opération projetée.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat qu'il n'entrerait pas dans les intentions du Gouvernement de soumettre l'augmentation de capital anticipée prévue à l'article 101,E,au contrôle de la Commission bancaire dont il est question à l'article 101,B, § 1er, alinéa 3.

La référence que l'article 101,E,fait à l'article 101,B, § 1er, devrait dès lors être précisée par l'adjonction des termes "alinéas 1er et 2".

L'article 101,E,tend à prémunir les porteurs d'obligations convertibles ou les titulaires de droits de souscription contre les conséquences d'une augmentation de capital décidée avant l'ouverture de la période de conversion ou d'exercice du droit de souscription.

.../...

La procédure prévue à cet effet n'est pas clairement exprimée par le texte du projet. Il semble, en effet, que les opérations doivent comporter trois phases successives :

1° une décision de principe d'augmenter le capital;

2° l'ouverture anticipée du droit de conversion ou du droit de souscription;

3° la participation des nouveaux actionnaires, sur un pied d'égalité avec les anciens, à la décision définitive d'augmenter le capital et à la détermination des modalités de cette augmentation.

Cette succession d'opérations devrait être reflétée par le texte.

\+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle encore les observations de forme mentionnées ci-après.

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, en ce qui concerne les obligations convertibles en actions ou avec droit de souscription".

\+

\+ +

.../...

Aux termes de l'exposé des motifs, la "sous-section 8 - De l'émission des obligations", demeure applicable aux obligations visées par le projet. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas dès lors la raison pour laquelle les dispositions nouvelles doivent faire l'objet d'une "sous-section 8bis". Il suffirait, en effet, d'ajouter des articles nouveaux à la suite de l'article 101.

Les articles à insérer après l'article 101 sont numérotés dans le projet 101 A , 101,B,etc ... Pour suivre les règles ordinaires du numérotage des articles, il faudrait numéroter ces dispositions 101bis, 101ter, etc. . . et modifier en conséquence les références à ces articles, contenues dans les dispositions du projet.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, de rédiger le liminaire de l'article 1er du projet comme suit :

"Article 1er.-

Des articles 101bis à 101octies, rédigés comme suit, sont insérés dans les lois sur les sociétés commerciales,coordonnées le 30 novembre 1935 :

"Article 101bis. ...

... ".

+

+ +

.../...

L'indication des divisions d'articles en paragraphes doit se faire à l'aide du signe § et non par l'abréviation "Par.".

+

+ +

Le liminaire de l'article 2 devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

L'article 90 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 90.- ...

... ".

+

+ +

Le liminaire de l'article 3 devrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'article 204 des mêmes lois coordonnées est complété comme suit :

7° ... ".

Het ontwerp strekt ertoe, in afdeling IV van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, die betrekking heeft op de naamloze vennootschappen, een paragraaf in te voegen over de in aandelen converteerbare obligaties en over de obligaties met voorkeurrecht.

De Regering beoogt op de uitgifte van die twee soorten obligaties dwingende bepalingen te stellen ter vermijding van de misbruiken waartoe zulke uitgifte aanleiding kan geven. Die misbruiken kunnen ofwel de intekenaars ofwel de aandeelhouders van de emitterende vennootschap treffen. Daarom verleent het ontwerp waarborgen ter bescherming én van dezen én van genen.

Die waarborgen laten zich als volgt resumeren :

A. Voor aandeelhouders :

1° recht op de ruimst mogelijke voorlichting onder het toezicht van de Bankcommissie;

2° recht om beroep tot nietigverklaring van de beslissing der algemene vergadering in te stellen bij het Hof van beroep, dat zowel over de regelmatigheid als over de wenselijkheid van de voorgenomen verrichting uitspraak doet;

3° recht van voorkeur bij intekening.

.../...

B. Voor houders van converteerbare obligaties of van obligaties met voorkeurrecht :

1° volledige voorlichting over de emmissievoorwaarden;

2° verbod, voor de vennootschap, verrichtingen te doen, die wijziging van de aan de obligatiehouders verleende voordelen tengevolge kunnen hebben;

3° mogelijkheid tot convertering of uitoefening van het voorkeurrecht wanneer het vennootschapskapitaal vóór de in de emissievoorwaarden bepaalde periode vermeerderd wordt door inbreng in natura of specie.

4° verbod, voor de vennootschap, over te gaan tot vervroegde aflossing die het conversierecht te niet doet gaan.

Tot nog toe hebben de emitterende vennootschappen bij de uitgifte van converteerbare obligaties of van obligaties met voorkeurrecht er doorgaans voor gezorgd, dat die waarborgen er waren. Het ontwerp brengt dus eenvoudig de wettelijke bevestiging van een blijkbaar ingeburgerde praktijk.

\+

\+ \+

In onze wetgeving op de naamloze vennootschappen komt een bepaling voor, die uitbreiding van de converteerbare leningen in de weg kan staan, namelijk artikel 47 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

.../...

Luidens dat artikel "mogen de aandelen, vertegenwoordigende inbrengsten die niet uit geld bestaan, evenals alle titels, die rechtstreeks of middellijk recht verlenen op deze aandelen, eerst tien dagen na de bekendmaking der tweede jaarlijkse balans, volgend op hun tot standkoming, verhandeld worden. Tot afloop van deze termijn, kan de overdracht daarvan alleen geschieden bij openbare akte of bij onderhands geschrift, aan de vennootschap betekend binnen één maand na de overdracht, dit alles op straffe van nietigheid".

Volgens sommige auteurs is die bepaling toepasselijk op aandelen ontstaan uit conversie van converteerbare obligaties (Van Rijn, Principes de droit commercial, II, nr 1356) (1). Was dit zó, dan zou officiële notering van die aandelen in een der beurzen van het Rijk niet mogelijk zijn vóór het verstrijken van de in artikel 47 gestelde termijn. Voor houders van die aandelen zou dit het bezwaar opleveren dat hun effecten na conversie niet meer zo gemakkelijk als voorheen kunnen worden verhandeld.

In het verslag van de Bankcommissie voor 1955-1956 wordt erop gewezen, dat men zulk bezwaar in sommige gevallen heeft kunnen vermijden doordat de voornaamste aandeelhouders in de vennootschap die obligaties emitteert, aan de houders van deze laatste hadden aangeboden hun effecten tegen oude, reeds genoteerde aandelen om te wisselen. Daar nu zulke oplossing niet in alle gevallen mogelijk is, heeft de Bankcommissie de Regering in overweging gegeven de wetgeving zó te amenderen, dat de converteerbare obligaties een met hun aard overeenkomend statuut krijgen.

.../...

(1) Voor obligaties met voorkeurrecht doet de vraag zich niet voor, aangezien de intekening in specie moet geschieden.

De Regering is op die wenk nog niet ingegaan. Het ontwerp bevat immers geen enkele bepaling, die voor in aandelen converteerbare obligaties afwijkt van artikel 47 der gecoördineerde wetten.

\+

\+ +

Artikel 101, B, dat de procedure voor het emitteren van converteerbare obligaties of van obligaties met voorkeurrecht regelt, stelt controle door de Bankcommissie in. Het bepaalt dat "in de publiciteit of de documenten betreffende bovenbedoelde verrichtingen in geen enkele vorm melding mag worden gemaakt van het optreden van de Bankcommissie".

Volgens artikel 3 van het ontwerp staan op overtreding van die bepaling de straffen vermeld in artikel 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

In haar huidige redactie geldt die bepaling niet alleen voor gunstige maar ook voor ongunstige adviezen en voor schorsingsmaatregelen die de Bankcommissie gerechtigd is te nemen.

Publiciteitsverbod laat zich begrijpen wanneer de Bankcommissie geen bezwaar te maken heeft over de formaliteiten die voorafgaan aan de door een vennootschap voorgenomen uitgifte van converteerbare obligaties of van obligaties met voorkeurrecht. In dat geval immers

.../...

kan verwijzing, in de publiciteit, naar het optreden van de Bankcommissie, bij de aandeelhouders en onder het publiek de mening ingang doen vinden dat de uitgifte onder garantie van de Bankcommissie plaats heeft.

Heeft de Bankcommissie daarentegen ongunstig geadviseerd of de voorgenomen verrichting opgeschort, dan is het door het ontwerp uitgevaardigde verbod niet meer te rechtvaardigen. Het kan immers nodig zijn de aandeelhouders en de eventuele intekenaars in te lichten omtrent het door de commissie ingenomen standpunt, al was het maar als verantwoording voor het afzien van de geplande uitgifte.

De Raad van State stelt voor, de bepaling van het laatste lid van paragraaf 1 van artikel 101, B, te laten vervallen en in artikel 3 van het ontwerp de bepaling, die het 9° van artikel 204 van de gecoördineerde wetten moet worden, te vervangen door de onderstaande tekst :

"9° degenen die ter verkrijging van intekeningen op converteerbare obligaties of obligaties met voorkeurrecht gewag maken van het optreden van de Bankcommissie als bedoeld in artikele 101, B, § 1 (of 101ter, § 1, volgens de verder voorgestelde nummering)".

+

+ +

.../...

Volgens artikel 101, B, paragraaf 2, kunnen de houders van aandelen die één twintigste van de aan de gezamenlijke bestaande effecten verbonden stemmen op zich verenigen, de nietigverklaring vorderen van de beslissing van de algemene vergadering tot het emitteren van converteerbare obligaties of van obligaties met voorkeurrecht. Die eis moet aanhangig worden gemaakt bij het Hof van beroep. Het ontwerp bepaalt, dat het instellen van die eis schorsende werking heeft.

Door de dagvaarding voor het Hof van beroep opschortend te laten werken, bedoelen de stellers van het ontwerp de ernstige moeilijkheden te voorkomen die een nietigverklaringsarrest kan doen ontstaan ingeval de raad van beheer, ondanks het feit dat een eis tot nietigverklaring was ingesteld, de beslissing van de algemene vergadering ten uitvoer heeft gelegd en tot de voorgenomen uitgifte is overgegaan.

Dat doel zal met het ontwerp evenwel slechts gedeeltelijk worden bereikt. Er wordt immers niet bepaald, dat met de uitgifte moet worden gewacht tot na de termijn van twee maanden voor het instellen van een eis tot nietigverklaring bij het Hof van beroep. Nu is het niet uitgesloten dat een eis tot nietigverklaring eerst tegen het einde van die termijn wordt ingesteld. Heeft de raad van beheer de beslissing van de algemene vergadering met bekwame spoed uitgevoerd, dan kan de uitgifte op dat tijdstip reeds zeer goed geheel afgewikkeld zijn.

.../...

Om dat bezwaar te ondervangen, zou de termijn voor het indienen van het beroep tot nietigverklaring bijvoorbeeld op vijftien dagen moeten worden teruggebracht en zou aan het slot van artikel 101, B, paragraaf 1, een als volgt luidend lid moeten worden ingevoegd : "De beslissing van de algemene vergadering mag eerst ten uitvoer worden gelegd vijftien dagen nadat ze is genomen".

Daar nu het arrest van het Hof van beroep vatbaar is voor cassatieberoep, een beroep dat niet opschortend werkt, zullen de moeilijkheden die het ontwerp bedoelt te voorkomen zich voordoen als het rechtscollege waarnaar de zaak na verbreking is verwezen de beslissing vernietigt. Tenslotte kan het arrest van het Hof van beroep eveneens opnieuw in het geding komen ten gevolge van een rekwest-civiel of van derden-verzet.

Om dit te verhelpen, zou men de mogelijkheid van cassatieberoep, rekwest-civiel en derden-verzet moeten uitsluiten.

Het vervallen van die buitengewone rechtsmiddelen kan niet als strijdig met de beginselen van onze wetgeving worden beschouwd, aangezien de taak die het ontwerp aan het Hof van beroep opdraagt eerder een taak van toezicht dan een taak van eigenlijke rechtspraak is.

Derhalve stelt de Raad van State voor, het laatste lid van artikel 101, B, paragraaf 2, als volgt te lezen :

.../...

"Het Hof doet uitspraak na het openbaar ministerie te hebben gehoord. Zijn beslissing is niet vatbaar voor voorziening in cassatie, rekwest-civiel of derden-verzet".

+
+ +

In artikel 101, B, paragraaf 2, wordt verwezen naar titel 2, boek II, van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering. Alhoewel de bedoeling van de Regering geenszins dubbelzinnig is, dient in herinnering te worden gebracht, dat het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering ingedeeld is in twee delen die elk een boek II bevatten, dat op zijn beurt in titels is onderverdeeld.

Die verwijzing ware duidelijker gesteld als volgt : "in de vorm en binnen de termijnen die in het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering zijn bepaald inzake dagvaarding voor de rechtbanken van eerste aanleg".

+
+ +

Bij artikel 101, C, dienen twee vormopmerkingen te worden gemaakt.

Ter vermijding van dubbelzinnigheid zou in het eerste lid na de eerste kommapunt moeten worden geschreven : "dit recht van voorrang is verhandelbaar tijdens de volle duur van de inschrijving ...".

.../...

Het derde lid ware beter als volgt gesteld : "Wanneer het belang van de vennootschap dit vereist, kan de algemene vergadering die over de uitgifte moet beraadslagen, het in dit artikel bepaalde recht van voorrang beperken of afschaffen".

\+

\+ +

Volgens artikel 101, D, kan de emitterende vennootschap, zolang de periode van de conversie of van de uitoefening van het voorkeurrecht niet verstreken is, geen enkele verrichting doen die de voordelen van de houders van obligaties of rechten zou verminderen behoudens het geval bepaald in artikel 101, E, en de gevallen bepaald in de emissievoorwaarden.

Daar de obligatiehouders niet vertegenwoordigd worden door enige gemeenschappelijke lasthebber die in hun naam moet optreden en over hun rechten moet waken, lijkt overtreding van die bepaling moeilijk te kunnen worden gestraft.

\+

\+ +

Artikel 101, E, voorziet in het geval dat de algemene vergadering tot kapitaalverhoging besluit vóór de aanvang van de periode tijdens welke de obligatiehouders conversie kunnen vragen of hun voorkeurrecht kunnen uitoefenen. Het eerste lid bepaalt dat de algemene vergadering voor het nemen van zulke beslissing moet worden bijeengeroepen en moet beraadslagen op de wijze bepaald in artikel 101, B, paragraaf 1.

.../...

Artikel 101, B, paragraaf 1, bepaalt de formaliteiten die in acht dienen te worden genomen wanneer de algemene vergadering zich over de uitgifte van converteerbare effecten of van effecten met voorkeurrecht moet uitspreken. In het derde lid van dat artikel wordt controle vanwege de Bankcommissie ingesteld en wordt aan deze het recht verleend om de voorgenomen verrichting voor ten hoogste drie maanden op te schorten.

Blijkens de inlichtingen verstrekt aan de Raad van State bedoelt de Regering niet de vervroegde kapitaalverhoging, bedoeld in artikel 101, E, te onderwerpen aan de controle van de Bankcommissie waarvan sprake is in artikel 101, B, paragraaf 1, derde lid.

Aan de verwijzing in artikel 101, E, naar artikel 101, B, paragraaf 1, zouden dan ook duidelijkheidshalve de woorden "eerste en tweede lid" moeten worden toegevoegd.

Met artikel 101, E, wordt beoogd de houders van converteerbare obligaties of van voorkeurrechten te beveiligen tegen de gevolgen van een kapitaalverhoging waartoe mocht worden besloten vóór de periode van conversie of uitoefening van het voorkeurrecht.

In de tekst van het ontwerp komt de desbetreffende procedure niet duidelijk tot uitdrukking. Het lijkt wel dat de verrichtingen drie achtereenvolgende fasen moeten omvatten :

.../...

1° een principiële beslissing tot kapitaalverhoging;

2° vervroegde opening van het recht op conversie of van het voorkeurrecht;

3° medezeggenschap van de nieuwe aandeelhouders, op gelijke voet met de oude, bij het nemen van de definitieve beslissing tot kapitaalverhoging en tot vaststelling van de nadere uitvoering van die verhoging.

De tekst zou de opeenvolging van die verschillende verrichtingen moeten weergeven.

\+

\+ +

Voorts zijn bij het ontwerp nog enkele vormopmerkingen te maken die hierna worden vermeld.

Het opschrift zou beter als volgt worden gesteld :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wat de in aandelen converteerbare obligaties of de obligaties met voorkeurrecht betreft".

\+

\+ +

.../...

Luidens de memorie van toelichting blijft de onderafdeling 8 "Van de uitgifte der obligatiën" toepasselijk op de obligaties bedoeld in het ontwerp. De Raad van State ziet dan ook niet in waarom aan de nieuwe bepalingen een onderafdeling 8bis moet worden gewijd. Men zou immers kunnen volstaan met invoeging van nieuwe artikelen na artikel 101.

De na artikel 101 in te voegen artikelen zijn in het ontwerp genummerd 101 A, 101 B, enz... Ter inachtneming van de gebruikelijke regelen inzake nummering, zouden de bedoelde artikelen moeten worden genummerd 101bis, 101ter enz...; elders in de tekst zorge men dan voor overeenkomstige verwijzingen.

De Raad van State stelt derhalve voor, de inleidende volzin van artikel 1 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

In de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, worden als volgt luidende artikelen 101bis tot 101octies ingevoegd :

Artikel 101bis ...

...".

+

+ +

.../...

De onderverdeling van artikelen in paragrafen duide men aan met het teken § en niet met de afkorting "Par.".

\+

\+ +

De inleidende volzin van artikel 2 stelle men als volgt :

"Artikel 2.-

Artikel 90 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 90. ....

...".

\+

\+ +

De inleidende volzin van artikel 3 stelle men als volgt :

"Artikel 3.-

Artikel 204 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt aangevuld als volgt :

7° .... ".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.